

Votre interlocuteur :

Armelle Bert

☎ +4 37 91 29 56 - 📠 +4 26 99 38 74

abert@grandlyon.org

Objet : Projet Très haut débit

| |
|--|
| Réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur les modalités d'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique |
|--|

communauté urbaine

GRANDLYON

Rappel de la définition des zones très denses de l'ARCEP

L'ARCEP a mis en consultation publique, du 22 juin au 22 juillet 2009, un **projet de cadre juridique pour le déploiement des réseaux à très haut débit dans les zones très denses, sur lesquelles l'Autorité estime que plusieurs opérateurs sont susceptibles de déployer des réseaux FTTH**. Ce projet sera ensuite soumis pour avis à l'Autorité de la concurrence puis notifié à la Commission européenne. Le cadre juridique sera ensuite soumis à l'homologation du ministre chargé des communications électroniques et devrait être applicable à l'automne 2009. Il pourra être ultérieurement complété en fonction des résultats d'une deuxième phase de travaux.

Plusieurs communes du Grand Lyon sont potentiellement impactées par ce projet de cadre juridique. En effet, outre Lyon et Villeurbanne, les communes suivantes de l'Agglomération sont considérées comme faisant partie des zones très denses. Il s'agit de Bron, Caluire et Cuire, Ecully, La Mulatière, Saint-Fons, Sainte-Foy-lès-Lyon, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Rillieux-la-Pape, qui représentent au total environ 120 000 prises potentielles FTTH.

Rappelons le mode de détermination de la liste de communes des zones très denses qui a conduit à cette classification sur le Grand Lyon :

1. Un premier ensemble est constitué des unités urbaines¹ de France métropolitaine dont la population est de plus de 250 000 habitants ;
2. Un deuxième ensemble est délimité en ne retenant que les unités urbaines du premier ensemble pour lesquelles la proportion de logements en grands immeubles, c'est-à-dire dans les immeubles de plus de 12 logements, est d'au moins 20% ;
3. Un troisième ensemble est délimité en retenant, au sein des unités urbaines constituant le second ensemble, d'une part, les communes centres et, d'autre part, les communes périphériques pour lesquelles la proportion de logements en grands immeubles, c'est à dire dans les immeubles de plus de 12 logements, est d'au moins 50% ou pour lesquelles un projet de déploiement de réseau en fibre optique d'un opérateur privé est annoncé à ce jour.

La liste des communes formant les zones très denses est définie en prenant les communes constituant ce troisième ensemble.

Analyse du positionnement des 9 communes du Grand Lyon au regard des critères de l'ARCEP

Le Grand Lyon a mené, en 2008 et 2009 sur son territoire, un diagnostic de l'offre et de la demande en matière de services à très haut débit et dégagé des scénarios d'intervention possibles afin de favoriser le développement d'offres à très haut débit disponibles à coût abordable.

¹ Selon la définition de l'INSEE, la notion d'unité urbaine repose sur la continuité de l'habitat : est considérée comme telle un ensemble d'une ou plusieurs communes présentant une continuité du tissu bâti (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et comptant au moins 2 000 habitants. La condition est que chaque commune de l'unité urbaine possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Une analyse technico économique et juridique a permis de mettre en évidence un scénario d'intervention du Grand Lyon portant sur la mise en œuvre d'un réseau à fibre optique et son exploitation dans un cadre d'opérateur d'opérateurs ainsi que le permet la réglementation.

L'objectif poursuivi par le Grand Lyon est de **permettre à l'ensemble de ses habitants – résidentiels et professionnels - d'accéder à des services très haut débit dans un contexte de développement facilité de la concurrence.**

Il ressort des conclusions que l'intervention publique porte sur la totalité du périmètre du Grand Lyon, à l'exception des communes de Lyon et Villeurbanne. En effet, dans ces dernières, la présence de la concurrence et des services associés au très haut débit (FTTH) sont d'ores et déjà développés ou le seront à court et moyen terme. Cependant la collectivité se réserve le droit de compléter la couverture à 100% dans ces 2 communes moyennant une intervention de la puissance publique.

Par contre sur l'ensemble des communes restantes, l'offre actuellement disponible et prévisionnelle à moyen terme ne permet pas d'envisager un déploiement équilibré du très haut débit (FTTH) sur le territoire. Les entretiens menés avec les opérateurs ne montrent pas d'appétence a priori pour investir sur de tels déploiements à court et moyen terme.

Pour autant la proportion de logements en grands immeubles (12 logements et plus) apparaît supérieure à 50% tel que le montre le tableau ci-dessous.

| Commune | Population totale | Proportion de logements en grands immeubles > 50% |
|---------------------|-------------------|---|
| BRON | 39 488 | > 50 % |
| CALUIRE-ET-CUIRE | 42 020 | > 50 % |
| ECULLY | 1 185 | > 50 % |
| LA MULATIERE | 6 700 | > 50 % |
| SAINTE-FOY-LES-LYON | 22 692 | > 50 % |
| SAINT-FONS | 16 704 | > 50 % |
| VAULX-EN-VELIN | 40 806 | > 50 % |
| VENISSIEUX | 57 754 | > 50 % |
| RILLIEUX-LA-PAPE | 30 003 | > 50 % |
| TOTAL | 257 352 | |

Source : Recensement de la population 2006 - Limites territoriales au 1er janvier 2008

| Commune | Nombre total d'établissements | Nombre total moyen de salariés | Nombre de zones d'activités |
|---------------------|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| BRON | 1 907 | 12 716 | 1 |
| CALUIRE-ET-CUIRE | 1 984 | 11 001 | 3 |
| ECULLY | 1 185 | 10 516 | 2 |
| LA MULATIERE | 174 | 438 | |
| SAINTE-FOY-LES-LYON | 875 | 3 097 | 6 |
| SAINT-FONS | 667 | 5 784 | 1 |
| VAULX-EN-VELIN | 2 726 | 17 982 | 4 |
| VENISSIEUX | 2 330 | 24 979 | 3 |
| RILLIEUX-LA-PAPE | 1 258 | 7 147 | 6 |
| TOTAL | 13 106 | 93 660 | 26 |

Source établissements : www.insee.fr/fichier_stock_d_etablissements au 1er janvier 2008

Plusieurs éléments permettent de douter de l'efficacité d'un tel indicateur.

1. Aucun opérateur contacté n'envisage d'investir dans l'implémentation d'un réseau très haut débit (FTTH) à court et moyen terme sur les 9 communes identifiées par l'ARCEP ni sur les autres communes du Grand Lyon.
2. Numéricable est présent sur ces communes, que ce soit dans le cadre du plan câble (Bron, Saint-Fons) soit dans le cadre de la DSP concessionnaire du syndicat mixte EPARI (communes restantes).

Cependant la présence de cet opérateur revêt plusieurs inconvénients :

- ce réseau est fermé aux autres opérateurs ;
- la qualité de service n'est pas adaptée pour les entreprises ;
- c'est un réseau FTTB et non pas FTTH ;
- la voie de retour est limitée à 5 Mb et les services ne sont donc pas symétriques ;
- la couverture est imparfaite sur le Grand Lyon. Même après upgrade total à 100 Mb (ce qui est loin d'être le cas), seule 70 % de la population du Grand Lyon sera couverte.

3. Au vu du tableau, il apparaît qu'une partie de la population (non localisée dans les grands immeubles) ne sera pas couverte par le réseau de l'opérateur. Celle-ci restera quasi définitivement à l'écart des offres très haut débit, du fait qu'aucun autre opérateur ne viendra se déployer sur les zones non couvertes des communes.

En effet, la présence d'un opérateur préemptant la quasi-totalité du marché potentiel bloquera inévitablement tout nouvel investissement dans le FTTH sur le pavillonnaire.

4. Les 26 zones d'activités recensées sur les 9 communes identifiées ne bénéficieront pas d'un raccordement optique public d'opérateur d'opérateurs facilitant l'accès aux offres différenciées des opérateurs de services, ce qui risque de poser à terme de graves difficultés aux aménageurs pour la commercialisation de ces parcs.

5. Une très grande majorité des 13 000 établissements et des 93 000 salariés ne pourra accéder aux services très haut débit des opérateurs, d'autant qu'une majorité d'entreprises est constituée de PME, ce qui aura à terme une incidence sur leur efficacité compétitive et posera la question de la (re) localisation.

A contrario, l'initiative du Grand Lyon de favoriser la présence d'un opérateur d'opérateurs neutre et public sur ces communes aurait pour effet de dynamiser l'ensemble du territoire couvert et pas seulement les grands immeubles. La quasi-totalité de la population, y compris les professionnels, seraient ainsi à même de disposer d'offres très haut débit à coût abordable.

Rappelons ici que l'objectif poursuivi par le Grand Lyon n'est pas simplement de favoriser la présence d'une offre très haut débit mais de couvrir à terme l'ensemble de sa population, ce qui ne sera pas le cas dans le cas où les critères de l'ARCEP resteraient en l'état.

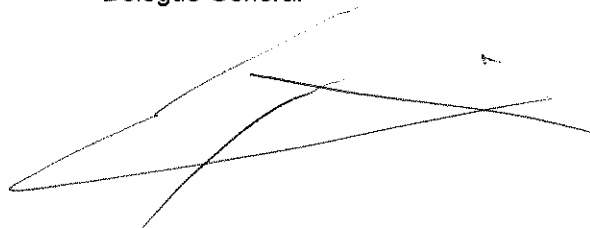
Enfin la présence d'un opérateur d'opérateurs pourra créer un effet d'aubaine chez les opérateurs présents et en particulier chez Numéricable si ce dernier dispose d'un réseau avec suffisamment de capacité. Dans ce cas, le délégataire s'approvisionnera chez lui pour la partie horizontale du réseau, et réalisera la partie verticale dans les immeubles, pour proposer des services dans les colonnes montantes à Numéricable et aux autres opérateurs.

Le Grand Lyon souhaite donc, en fonction de ces éléments, que l'ARCEP puisse revoir le mode de détermination de la liste des communes en "zones très denses".

D'une part, la proportion de 50% ne semble pas en adéquation avec la politique d'aménagement du territoire poursuivie par la Collectivité ;

D'autre part, la présence d'un projet d'opérateur n'apparaît pas suffisante pour assurer une couverture à 100% de la population mais bien au contraire bloquante pour l'entrée de nouveaux opérateurs et donc inégalitaire pour la population.

Gilles RABIN
Délégué Général

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the printed name and title.